

# Décentralisation municipale: instruments et idéologie

## Deux cas dans le Centre-Ouest mexicain

*Marie-France Prévôt Schapira / Hélène Rivière d'Arc\**

En Amérique latine on observe, en matière de décentralisation, depuis le début des années quatre-vingt, un glissement de la sphère économique à la sphère politico-administrative. A la phase de décentralisation industrielle et de déconcentration urbaine a succédé une volonté de décentralisation administrative et politique. Des réformes sont apparues dans un certain nombre de pays, au Brésil, dans un contexte "d'ouverture démocratique", au Mexique au début des années quatre-vingt, comme prolongement de la réforme politique de 1977.

Par ailleurs, il est intéressant de noter que ces changements, tant au niveau du discours que des réformes entreprises, sont contemporains d'une situation de crise rendant caducs les grands projets de développement des années soixante-dix qui avaient pour but le rééquilibrage régional. Après l'échec ou l'arrêt forcé des grands projets, on privilégie les micro projets, choisissant de déléguer une partie des compétences à l'administration locale, jugée plus à même de percevoir les besoins immédiats des populations et de mobiliser les énergies (*mutirão* au Brésil, travail "volontaire" au Mexique).

Cette revalorisation du "local" oblige à s'interroger sur la signification de ce nouveau discours et des réformes entreprises, sur les enjeux que constitue le pouvoir local et sur les acteurs impliqués dans la dynamique locale; nous le ferons ici à partir de points d'observation situés dans le Centre-Ouest mexicain.

### Décentralisation et réforme municipale sur fond de crise

La décentralisation de la vie nationale et le renforcement des pouvoirs municipaux ont été, avec la rénovation morale, les thèmes forts de la campagne du prési-

dent Miguel de la Madrid, tandis que se déroulaient dans tout le pays des consultations populaires devant déboucher sur une "planification démocratique".

Ce discours décentralisateur et municipaliste se développe à un moment où l'Etat mexicain connaît une crise économique grave. En effet, après une période d'euphorie liée au boom pétrolier sous la présidence de José López Portillo, la tendance s'inverse en 1982 avec la chute brutale des prix pétroliers. La réduction de la capacité financière de l'Etat contraint la nouvelle administration à réviser à la baisse, voire à abandonner les grands projets entrepris sous le sexennat précédent. Par ailleurs, la politique d'austérité décidée par Miguel de la Madrid sous la pression du FMI se traduit par des coupes sombres dans les budgets, des licenciements dans les administrations et une réduction des investissements publics. La crise oblige donc à chercher de nouvelles orientations, impliquant moins l'Etat central et plus les collectivités locales et les populations.

En outre, la crise économique se double d'une crise du système politique: un système autoritaire, au pluralisme limité, ce qui s'est traduit par un abstentionnisme croissant, notamment dans les centres urbains, et donc par une perte de légitimité du pouvoir en place. Face à cet épuisement du modèle priiste peu remanié depuis la fin des années trente, le gouvernement de José López Portillo avait décidé "d'ouvrir" le système avec la réforme conçue par J. Reyes Heróles en 1977. Sont reconus cinq nouveaux partis à la gauche du PRI, un à sa droite, le PDM, dont nous reparlerons plus loin. La réforme modifie, pour les élections législatives nationales, le système de double représentation: 300 députés élus au scrutin majoritaire, 100 au scrutin proportionnel ce qui permet à l'opposition d'être mieux représentée.

Dans cet article, notre propos n'est pas de faire une étude de la réforme. Elle a fait couler beaucoup d'encre

\* Chercheurs au CREDAL.

et suscité de nombreuses controverses. Retenons seulement ici le fait que les 100 sièges attribués à la proportionnelle ne correspondent pas à une base territoriale au sens strict. Par ailleurs, en ce qui concerne les élections municipales, la représentation proportionnelle ne fut introduite que dans les villes de plus de 300.000 habitants. Or, au moment même où se met en place une réforme qui n'accorde qu'une importance limitée au municipe, l'espace municipal devient le lieu de fortes mobilisations, comme à San Luis Potosi ou à Juchitan. Aux élections municipales de 1980, cinq grandes villes passent à l'opposition paniste.

Au Mexique, la reconnaissance d'un pouvoir municipal d'opposition est un phénomène récent, obtenu sous la pression de fortes mobilisations, souvent mal acceptées par l'Etat central; celui-ci a eu recours à l'annulation des élections et à la nomination par le gouverneur d'un conseil municipal "conforme". Ce contrôle serré du PRI sur les groupes locaux a donné lieu au début des années soixante-dix à un mouvement de résistance, en partie suscité par le gouvernement d'Echeverría qui voulait ainsi favoriser un renouvellement des candidatures et écarter ou affaiblir certains caciques locaux. Ces luttes autour des municipes, souvent violentes, peuvent apparaître paradoxales compte tenu de la très faible capacité financière de cette instance de pouvoir, du moins jusqu'aux réformes fiscales de 1978. Cependant, dans le système politique mexicain, le municipe est le seul espace territorialisé que peut conquérir l'opposition. A ce titre, il constitue aujourd'hui, dans le contexte de la réforme politique et de la crise du PRI, un lieu permettant aux populations d'exprimer leur refus et un enjeu essentiel pour les partis. Tous n'y ont pas attaché la même importance: à l'exception de Juchitan, la gauche mexicaine, selon sa tradition idéologique, a été peu sensible à la dimension territoriale. En revanche, depuis 1980, le PAN a centré, avec succès, sa stratégie sur la conquête du pouvoir municipal.

Cet article se situe dans le cadre de l'émergence du local, pensé par le gouvernement en termes de décentralisation et de réforme municipale, mais aussi de remobilisation politique.

Le discours sur la décentralisation n'est pas nouveau au Mexique. Dès les années soixante, la forte croissance des trois grandes métropoles et l'aggravation des inégalités régionales alimentaient la réflexion sur ce thème, en termes de répartition des investissements industriels et urbains et de redistribution de la population; elle a inspiré les orientations de la politique d'aménagement du

territoire. A la fin des années soixante-dix, l'idée était acceptée par tous et le raisonnement suivant était devenu le discours officiel: durant la Révolution, la centralisation a été nécessaire pour consolider l'Etat et réaliser de grands changements économiques et sociaux (développement des grandes infrastructures et d'un puissant secteur public). Aujourd'hui, le modèle n'est plus opératoire. Il engendre de nombreux dysfonctionnements. Il est même devenu un obstacle au développement et à la démocratie. Là décentralisation est donc nécessaire pour redonner une certaine agilité à l'économie et pour mettre en place des mécanismes politiques de participation. Cependant, si l'idée de décentralisation est acceptée par tous, la question des modalités de son application est au coeur du débat actuel<sup>1</sup>. En effet, la politique d'aménagement du territoire menée jusqu'alors, loin de renforcer le pouvoir périphérique, s'est accompagnée de la mise en place d'organismes publics (commissions de conurbation, entreprises publiques...) véritables antennes de la Fédération qui ignoraient la plupart du temps les instances locales. Cependant, à côté de ce qui n'est qu'une simple déconcentration industrielle, de véritables mesures de décentralisation ont été prises entre 1976 et 1982: suppression des *juntas de mejoras materiales*, transfert du système d'eau potable et de voirie aux municipes, des programmes de logement (*INDECO*) aux états<sup>2</sup>. D'autres mesures sont en cours impliquant les ministères de la Santé et de l'Éducation. Enfin on crée les *COPLADES* où se négocient entre les différents acteurs locaux et régionaux les sommes attribuées par le gouvernement central et l'état fédéré. Organe de coordination entre les trois niveaux, il établit les plans de développement de l'état, il définit les priorités et tente de les appliquer. Ce montage institutionnel semble en contradiction avec les orientations économiques actuelles du gouvernement de Miguel de la Madrid. "Tout se passe comme si l'Etat avait choisi depuis quelques années la voie de la promotion d'une idéologie de la participation pour susciter un consensus général, réalisant en même temps une meilleure occultation du sens réel de la stratégie publique"<sup>3</sup>. Par ailleurs, c'est un processus réversible, car les *CUD* (accords entre la Fédération et les états) perdent toute importance quand il n'y a pas d'argent, comme ce fut le cas en 1986 où l'essentiel des fonds a été consacré à la reconstruction de la ville de Mexico. alors que le tremblement de terre relançait le débat sur la nécessaire décentralisation.

En revanche le discours municipaliste est sans aucun doute un phénomène nouveau. Luis González analysant

les discours présidentiels note l'absence de référence à la *patria chica* et aux municipales. L'Indépendance a ouvert une période de forte centralisation et pendant tout le XIX<sup>ème</sup> siècle on met l'accent sur un Mexique singulier et non pluriel; cela aboutit à une restriction du pouvoir municipal, notamment sous le Porfiriat avec la création des *jefes políticos*, contestés par la suite par l'opposition organisée autour du Parti Libéral qui revendiquait la restauration du municipe libre. Ce n'est qu'avec la Révolution et l'article 115 de la Constitution de 1917 qu'a été reconnue l'entière souveraineté du municipe dans l'administration de son territoire. Dans les faits, la consolidation de l'Etat post-révolutionnaire s'est accompagnée d'une centralisation qui fit perdre au municipe toute autonomie financière et politique et donc la capacité d'organiser son espace. "La centralisation a ôté au municipe la capacité et les ressources pour développer dans tous les sens du terme son territoire. Sans aucun doute le moment est venu d'inverser la tendance. Nous n'avons pas besoin d'une nouvelle institution, nous avons le municipe". C'est ainsi qu'est présentée la réforme de l'article 115 de la Constitution, votée en 1983. Les modifications essentielles sont les suivantes:

- au niveau politique: la représentation des minorités dans les conseils municipaux est étendue à tous les municipes qui deviennent donc un lieu possible de débat. Par ailleurs, la destitution d'un gouvernement municipal ne pourra désormais intervenir qu'avec l'accord des deux tiers des voix du congrès local qui désignera un conseil municipal.

- au niveau financier, le municipe pourra désormais administrer librement son impôt foncier, les revenus fournis par les prestations de services et les ressources de la Fédération dont le montant est fixé par le congrès de l'état. Ces mesures de plus grande autonomie financière ont été précédées, à partir de 1978, par une remise en ordre du système fiscal. La loi de coordination fiscale, approuvée en 1978 et modifiée en 1981, définit les participations de la Fédération à l'état et de l'état au municipe (pas moins de 20% des sommes attribuées). A cela s'ajoute le fonds financier complémentaire alimenté jusqu'en 1986 par une taxe sur les exportations pétrolières.

- au niveau urbain, le municipe approuve et administre les plans de développement urbain mais ne légifère pas. Il contrôle l'usage des sols et intervient dans la régularisation.

Extrêmement rares pourtant sont les municipalités qui ont décidé de mettre en oeuvre les mesures de décentralisation prônées au cours de la campagne électora-

le de Miguel de la Madrid, et qui étaient en principe appelées à marquer le sexennat; elles étaient pourtant modestes et cette modestie même permet de s'interroger sur leur capacité à mobiliser les échelons intermédiaires des autorités locales.

C'est dans le Centre-Ouest que nous avons rencontré des maires engagés dans la gestion locale de l'impôt foncier jusqu'alors assurée par l'état fédéré, gestion assortie d'un certain nombre de mesures d'autonomie locale, reconnues par la loi municipale, mais très souvent négligées.

Colima, petite capitale administrative du plus petit état du Mexique, fière de l'"harmonie" sociale et économique qu'elle offre à ses habitants, semble être demeurée à l'écart de la crise, et paraît parcourue seulement par les soubresauts de la modernité que lui confèrent les privilèges dus à sa situation de terre du président et à sa tutelle administrative sur sa voisine, Manzanillo. En matière municipale, Colima ne pouvait être qu'un lieu privilégié de mise en place de la doctrine gouvernementale.

Lagos de Moreno, la "grande ville" des Altos de Jalisco, loin de la capitale Guadalajara et centre d'un vaste municipe où le rural et l'urbain sont socialement et économiquement intimement liés a choisi de faire de l'application des mesures de décentralisation municipale le symbole de la dissidence vis-à-vis des échelons supérieurs du pouvoir.

Deux conjonctures extrêmes donc, correspondant à des situations micro locales particulières et donnant lieu à des expériences au bilan desquelles il sera difficile de donner une valeur exemplaire. Dans les deux cas, de mini-groupes de pouvoir, fondamentalement opposés, ont eu recours aux mêmes instruments pour affirmer leur personnalité. Le cousin du président, gouvernant à Colima, et le représentant du PDM à Lagos sont des personnages que tout séparait idéologiquement mais que l'application de la réforme a rapprochés au moins symboliquement. Colima et Lagos de Moreno, deux villes moyennes (environ 100.000 habitants) étaient aussi des milieux relativement adaptés à la réforme: leur taille laisse supposer qu'elles ont à la fois les compétences pour la gérer et des liens suffisamment intimes entre le *cabildo* et l'équipe du maire pour qu'il n'y ait pas de séparation des pouvoirs. En outre, en tant que villes administratives, commerciales et agricoles où la place de la petite propriété urbaine et rurale est importante et imbriquée, elles avaient peut-être intérêt plus que d'autres à gérer elles-mêmes les revenus que peut apporter la collecte des impôts fonciers.

Dans les lignes qui suivent nous chercherons, d'une part, à analyser les intérêts politiques qui ont conduit ces deux mairies à pratiquer la réforme administrative et à proférer un discours municipaliste, d'autre part, à mesurer les avantages objectifs, économiques et sociaux, d'une telle pratique.

### Colima

---

En 1982, est arrivé au pouvoir à Colima un maire peu impliqué dans la vie politique locale, animée traditionnellement par de petites factions internes au PRI que d'aucuns n'hésitent pas à considérer comme les héritières du système caciquiste. L'élection de ce candidat relevait plus d'un choix de dimension nationale (celui du président de la République) que locale (madame le gouverneur). Ce choix fournit sans doute une première explication, simple et évidente, à la volonté de l'équipe du maire d'appliquer les recommandations présidentielles; par ailleurs, la rapidité d'action dont elle a fait preuve devait répondre à un désir de marquer un mandat qui ne dure que trois ans. Entre la détermination d'utiliser les outils de l'autonomie et ceux des bienfaits présidentiels à des fins autres que purement personnelles (sociales et économiques) et celle de mettre en place l'irréversibilité de certaines mesures, la mairie de Colima, entre 1982 et 1985, a sans aucun doute conquis une popularité dans l'opinion publique locale; celle-ci a été entachée seulement par des attaques orchestrées en fin de mandat et reprises éventuellement à son compte par une partie de l'opinion. Ajoutons encore ici que les liens directs des élites publiques locales avec le président de la République devaient déboucher sur un renforcement du PRI. L'action et la personnalité des élus, qu'il s'agisse du gouverneur ou du maire de Colima, pouvaient y contribuer. A la veille du renouvellement des équipes municipales de 1985, le PRI, se réclamant de la volonté moralisatrice et démocratique du président, se sentait assez fort pour lancer des préélections internes au parti pour désigner ses candidats aux mairies de l'état. Il était en même temps conscient du caractère relativement conjoncturel de cette force. Les préélections devaient à la fois renforcer l'image démocratique du parti et augmenter une participation populaire jusque-là extrêmement faible aux élections (abstentions de plus de 66% en 1979, de plus de 40% en 1982...). Le résultat de cette stratégie a abouti à un maintien des positions du PRI, à la stabilisation du niveau des abstentions, à la révélation aussi de fissures à l'intérieur du parti où prédomine l'alternance au pouvoir des *grupos políticos*<sup>4</sup>.

En définitive, on souscrita à cette hypothèse des chercheurs du *Centro de Investigaciones Sociales* de l'université de Colima: "le municipe ne peut pas s'exprimer comme appareil électoral de première ligne; il s'exprime comme appareil électoral d'appui, laissant la conduite des processus en d'autres mains: les centrales ouvrières officielles, les groupes politiques de l'état local, les partis politiques nationaux, les appareils idéologiques de l'État". Cela s'observe bien sûr dans l'état de Colima, si petit que les élites municipales ne peuvent que se confondre avec celles de l'état.

### Les forces en présence

Elles se confondent avec les élites locales qu'il s'agisse, selon le système mexicain, des élites ouvrières ou syndicales, des représentants des grandes familles traditionnelles, de l'université... L'action de ces forces s'inscrit au niveau de l'état, même si certaines ont des ramifications à l'extérieur (gouvernement central, gouvernement de l'état de Jalisco, groupes politico-économiques du Jalisco, peut-être de Monterrey ou de l'étranger...). Elles disposent donc d'une assise territoriale où s'exercent leurs rivalités.

Le fait que l'état de Colima soit celui du président a, bien entendu, donné une prééminence toute particulière, pendant quelques années, à son groupe familial et à ses proches. Cependant cette conjoncture ne doit pas faire oublier que ce groupe "familial" a lui-même sa place dans la vie politique locale depuis des décennies. Peu de personnes s'aventurent à critiquer les vastes travaux entrepris récemment par l'état et le *COPLADE* et quelque peu disproportionnés compte tenu de la modestie du territoire *colimense*. Tout au plus affirmera-t-on que certaines couches de la société locale ne sont pas aptes à percevoir la portée à long terme de tels travaux (aéroport international à Colima, autoroute Colima-Tecoman). Le chauvinisme local, dimension qui n'est sûrement pas spécifique à Colima, est souvent plus fort que l'esprit critique.

Les centrales ouvrières ou syndicales possèdent naturellement une certaine importance à Colima et entrent dans les jeux d'alliances; diversement puissants selon les activités économiques de chaque ville, leurs leaders entreprennent des carrières politiques municipales avant de passer éventuellement au gouvernement de l'état (comme député). Une longue histoire, qu'il n'y a pas lieu de rappeler ici, explique le poids politique du syndicat des dockers affilié à la *CROM* à Manzanillo: l'actuel

mairie de la ville est issu de ce groupe. On retiendra aussi le rôle de premier plan, dans le PRI du Colima, du syndicat des électriciens (*CTM*) aussi bien à Manzanillo qu'à Colima (actuel maire de Colima). Si ces syndicats ont un passé qui leur permet de fonctionner comme des *lobbies*, c'est sans doute au sein de la *CNOP* que l'on peut trouver les principales forces municipalistes ou régionalistes puisque, par définition, cette composante du PRI, vaste nébuleuse, est aussi inter-classiste qu'un territoire: en somme elle regroupe la société locale établie sur un territoire qu'il s'agisse du municipe ou de l'état. On sait que cette centrale a pour fonction essentielle de maintenir, dans la mouvance du PRI, les bureaucrates et enseignants (*FNTSE*, Fédération Nationale des Travailleurs au Service de l'Etat), les entrepreneurs locaux avec leurs organisations, les professions libérales, les commerçants du marché, les locataires, les comités de quartier. A Colima, le discours le plus enflammé en faveur du municipalisme (renforcement de l'autonomie municipale) nous a été tenu par un député de l'assemblée de l'état, proche de l'ancien maire: selon lui, le renforcement du municipe passe d'évidence par le renforcement de la *CNOP*.

On voit bien dans ce contexte comment le thème municipal peut mobiliser des groupes ou des leaders représentant des intérêts très divers; il est, de ce fait, difficile d'imaginer un fonctionnement interne à l'appareil de la *CNOP* qui échappe à la constitution de *lobbies*: notons le poids des personnels de l'Education, celui des entrepreneurs locaux au demeurant divisés, qui ont appuyé aux préélections un certain nombre de candidats "indépendants". On peut aussi faire l'hypothèse que c'est au sein de la *CNOP* que se sont forgées les complicités qui avaient permis la formation de l'équipe 1982-1985 où le maire, on l'a déjà dit, était dans la mouvance du président mais aussi intégré aux groupes des entrepreneurs locaux, tandis que plusieurs de ses proches collaborateurs venaient du milieu enseignant. Toutefois, il paraît encore difficilement imaginable de voir prétendre à de hauts mandats publics des leaders de quartiers populaires.

Les "groupes politiques" reconnus à Colima comme héritiers directs du caciquisme inspirent, pour leur part, une certaine méfiance à l'opinion publique; dénués de bases sociales, liés à des intérêts économiques, même si leurs membres n'en sont que les intermédiaires ou les hommes de main, ils sont entourés d'un certain mystère. Ce mystère fait peut-être surestimer leur pouvoir, en tout cas il occulte leur véritable position dans l'orga-

nigramme horizontal et vertical des forces en présence. Composés pour chacun de trois ou quatre personnes importantes, flanqués de clientèles, ces groupes s'épuiseraient dans les rivalités, mais renaîtraient toujours. Il serait simpliste de les assimiler au PRI, même si par ailleurs ils peuvent lui être liés. Sont cités le plus souvent le groupe des "tecos", issu des milieux d'entrepreneurs qui soutiennent l'Université Autonome de Guadalajara, peut-être proche de l'*Opus Dei* et qui possède des intérêts importants dans les plantations d'agrumes de Tecoman, le groupe "Universidad", plus spécifiquement *colimense*, qui contrôle notamment les organes de presse, les "Norieguistes" proches d'un ancien gouverneur etc. Mesurer leur capacité de pression sur les organisations qui peuvent prétendre à la promotion de candidats importants est un travail délicat qui n'a pas été vraiment mené. Porteurs de certaines idéologies ou simples émanations d'intérêts économiques personnels, les *grupos políticos* sont présents dans la plupart des commentaires plus comme épouvantails que comme inspireurs de respect.

Enfin, les formations politiques autres que le PRI sont relativement faibles à Colima (état et municipe) même si la réforme politique a permis l'entrée, dans les assemblées, de représentants de ces minorités: seule une coalition de gauche a actuellement une place qui a permis à ses membres de prendre conscience de la question locale. A l'autre extrême, le PAN n'a pas ici vraiment émergé bien que certains *grupos* en soient assez proches idéologiquement. Les autres formes d'opposition (partis indépendantiste, régionaliste etc.) n'ont eu dans l'histoire récente de Colima qu'une existence éphémère. C'est volontairement que nous n'aborderons pas ici directement les grands groupes économiques nationaux ou internationaux qui investissent dans le Colima, plus particulièrement à Manzanillo dans le tourisme et l'industrie et à Tecoman dans l'agriculture et l'agro-industrie. Ils n'interviennent pas directement dans la vie politique locale et négocient leurs affaires au niveau national; les *grupos políticos* peuvent éventuellement leur servir de relais en cas de nécessité mais ce n'est pour nous qu'une hypothèse. Dans la pratique, leurs relations avec les autorités publiques locales sont insignifiantes; les planificateurs du *COPLADE* sont en effet frustrés par le manque de réponse aux campagnes de promotion en faveur du secteur productif pour lequel ils font appel aux grands groupes privés<sup>5</sup>. En revanche des conflits sur le statut des terrains urbains à Manzanillo, visés ou occupés par les enclaves touristiques, ont surgi ces der-

nières années et la mairie mettait en évidence des divergences qu'il n'y a pas lieu de décrire<sup>6</sup>.

Ce qu'il faut retenir de cette énumération des forces qui prétendent au pouvoir local, c'est qu'elles ne peuvent être en général circonscrites territorialement qu'à partir du moment où elles occupent un pouvoir municipal (notamment celui de Colima ou celui de Manzanillo).

#### *Les outils de l'affirmation locale, de la décentralisation et de la démocratisation*

Les liens particuliers qui unissent le Colima à la présidence de la République en ont fait un laboratoire d'application de l'idée de décentralisation. Pour plus de clarté, on distinguera les outils techniques et les outils idéologiques; une première approche mène à situer l'outil technique, le plus efficace et le plus important, au niveau de l'état, échelle moins accessible à l'opinion publique et l'outil idéologique à celui des municipes, plus adapté, suppose-t-on, à la mobilisation populaire. Cependant la participation d'une assemblée de personnages politiques au *COPLADE*, les maires, fait qu'en pratique la distinction doit être nuancée.

Pour présenter le Plan National de Développement, dans le cadre duquel s'est situé le Plan Colima, élaboré en 1983, les textes ont fréquemment recours aux mots de décentralisation, démocratisation et rénovation morale: "le Plan prévoit la modernisation du système de planification démocratique pour que, à travers le Comité de Planification pour le Développement de l'État (*COPLADE*), les communautés prennent les décisions fondamentales nécessaires au développement intégral de l'état"<sup>7</sup>. L'intention est claire: l'accord entre le gouvernement fédéral et celui des états attribuant au *COPLADE* la responsabilité de l'élaboration et de l'application du Plan relève d'un souci de décentralisation, dans une perspective d'efficacité économique certes mais aussi de démocratisation. En fait la coordination générale du *COPLADE* fait appel aux différents secrétariats de l'état fédéré mais aussi aux représentants du ministère de la Planification publique (*SPP*). Le *COPLADE* est doté d'un secrétariat technique et de sous-comités pour chaque secteur. Mais l'originalité de cette structure vient de la constitution de *COPLADEM* municipaux dont les propositions remontent au niveau de l'état via les maires. Ainsi, le *COPLADE* qui gère un budget mixte (gouvernement central pour plus de 50%, gouvernement de l'état pour moins de 50%) travaille au niveau des

grands secteurs d'activité mais en s'appuyant sur une base territoriale. Une des premières manifestations de ce transfert de responsabilité du niveau central à celui de l'état fut la disparition de la *COCOMABA*<sup>8</sup> jugée souvent ambitieuse et inefficace. C'est cependant au niveau de la gestion des services et des personnels (au service de l'état) que la décentralisation trouve aujourd'hui ses applications les plus tangibles, en particulier par le rattachement au gouvernement de l'état des employés de l'éducation, de la santé... La participation de la plus petite instance administrative et politique, le municipe, au *COPLADE* ne devrait pas, dans l'esprit de la réforme, entraver son efficacité économique et technique puisque son programme est établi pour six ans alors que les mandats municipaux ne durent que trois ans, entraînant le changement presque automatique des équipes. C'est des responsables techniques du *COPLADE* que dépend, somme toute, la crédibilité de cette instance.

Dans les faits, le transfert, symbolique et politique, de la gestion de l'impôt foncier au municipe est une réforme beaucoup plus incertaine. Seul parmi les municipes du Colima à l'avoir adoptée pour affirmer sa bonne volonté, son sens "civique", le municipe de Colima, en la personne du secrétaire des finances, ne cache pas les disproportions qu'une telle réforme présente au regard de l'investissement qu'elle suppose. Deux arguments peuvent militer cependant à plus long terme en faveur de l'application de la réforme: la réalisation d'une meilleure couverture cadastrale et la nécessité d'une formation technique plus poussée parmi le personnel municipal provoquant peut-être par ce biais la réduction du clientélisme. Mais c'est plutôt de la réforme du fonds de participation des municipes provenant directement du niveau fédéral que les maires peuvent attendre une plus grande autonomie financière<sup>9</sup>. Enfin dernière mesure dite de démocratisation: le budget devrait être à l'avenir discuté et approuvé par le *cabildo*, ce qui remet en honneur et réactive certaines attributions incombant selon la loi à cette instance quelque peu apathique du pouvoir local face à l'équipe du maire.

Si toutes ces mesures ont reçu un accueil si favorable à Colima, c'est aussi parce que l'équipe municipale 1982-1985 a réussi, du fait de sa position, à capter d'abondantes ressources bancaires destinées à des travaux divers (logements, infrastructures, coopératives de production) qui lui ont permis d'afficher un bilan positif, lorsque pays, états et municipalités s'enfonçaient dans la crise et l'endettement.

Cette dynamique décentralisatrice dont nous venons de décrire très brièvement les rouages administratifs a

été accompagnée d'une campagne que l'on pourrait qualifier à la fois d'idéologique et de populiste devant déboucher sur la mobilisation mais aussi le contrôle des populations.

L'idéologie consiste à faire prendre conscience aux habitants du municipe qu'ils partagent le pouvoir avec le *cabildo* et le maire. Ce partage s'exerce à travers les représentants des quartiers dont l'assemblée, chaque vendredi, est coordonnée par le président des comités (nommé par le maire). Le populisme trouve, dans le cadre d'une ville moyenne comme Colima, le moyen de s'exercer d'une façon positive: les audiences sont faciles à obtenir et le maire préside en personne les assemblées du vendredi. En fait le leader de quartier ne partage aucun pouvoir avec la municipalité ou toute autre instance publique: il est une courroie de transmission de la base vers le maire et de la municipalité (ou le gouvernement de l'état dans certaines circonstances) vers la base. Le fait d'être reconnu et investi de devoirs lui donne le sentiment de participer à l'Etat. Or la "participation" est d'autant plus active que le quartier est populaire, voire pauvre, puisque les revendications y sont nombreuses. Les assemblées du vendredi réunissent beaucoup plus de learders populaires ou pauvres que de représentants de quartiers bourgeois ou aisés.

Les obligations exigées en retour de cet accès institutionnalisé au gouvernement local sont d'autant mieux acceptées que l'*ayuntamiento* est perçu comme le seul interlocuteur par tous ceux qui n'ont pas d'autres moyens d'expression que celui qui émane de leur condition d'habitants, de consommateurs ou de petits producteurs de quartier. Ce qui est demandé au représentant, en contrepartie de sa participation aux assemblées, c'est en fait une collaboration: contribuer à l'élaboration d'une liste de priorités en matière d'urbanisation des quartiers certes, mais aussi aider à la conservation des monuments, trouver des volontaires pour la réalisation de travaux d'infrastructure, veiller à l'accomplissement de la loi dans le quartier (consommation et trafic de drogues, sécurité...) et enfin organiser la mobilisation populaire pour les élections, ce qui est facilité par une concordance plus ou moins précise entre les sections du PRI et les quartiers. Les récompenses distribuées par le biais des concours entre quartiers, les remises de diplômes de bons citoyens multiplient les relations entre pouvoir municipal ou état, parti et quartier. Il ne faut pas sous-estimer l'importance que revêt pour une personne dont la situation matérielle est extrêmement difficile, l'attribution d'une responsabilité de partenaire par

les pouvoirs publics, sorte de reconnaissance sociale, venant compenser en quelque sorte sa misère<sup>10</sup>.

A la charnière entre l'état et le municipe, ont été mis en place, sous la responsabilité des autorités locales, et composés de personnes qui leur sont fidèles, des Centres d'Etudes Municipales chargés de réfléchir à des initiatives locales. On en attend avant tout un rôle de mobilisation et de sensibilisation aux problèmes locaux et de formation des personnels au service de l'état. Des consultations populaires facilitées par la petite taille de l'état de Colima ont eu lieu dans chaque municipe aboutissant à la rédaction de comptes rendus qui prennent un peu la forme de cahiers de doléances et qui doivent peut-être aboutir sur le bureau du gouverneur et de ses collaborateurs.

Ainsi l'état de Colima a-t-il répondu aux attentes présidentielles. On va voir que tel n'est pas exactement le cas dans le Jalisco.

#### Lagos de Moreno

En 1982, dans le municipe de Lagos de Moreno, le candidat du Parti Démocrate Mexicain (PDM) gagne, contre toute attente, les élections municipales, face au candidat du parti officiel (PRI), traditionnellement élu à ce poste. Que signifie ce changement, qui met en mouvement pendant trois ans une dynamique locale unique dans l'état de Jalisco, et tout d'abord comment expliquer la victoire d'un parti récemment reconnu sur le plan national, issu du mouvement sinarquiste?

L'Union Nationale Sinarquiste a été officiellement créée le 23 mai 1937, dans le contexte du gouvernement populiste de Cárdenas. Opposée à l'agrarisme, au projet d'éducation socialiste et à l'alliance avec l'URSS, elle se présente comme un mouvement qui fait appel au sentiment religieux populaire exacerbé par l'anti-cléricalisme de l'Etat, pour sauver le Mexique par la foi catholique, les traditions hispaniques, la famille, la discipline, l'ordre, mais aussi la justice sociale. Avec les nouvelles orientations des présidents A. Camacho et surtout M. Alemán, le mouvement s'épuise sans jamais vraiment disparaître des régions du Centre-Ouest mexicain, berceau de la christiade et du sinarquisme<sup>11</sup>.

C'est avec "l'ouverture politique" mise en place sous Echeverría, que l'Union Nationale Sinarquiste (UNS) décide, une nouvelle fois, de créer un parti qui permettrait au mouvement, en déclin depuis le début des années cinquante, d'élargir son audience, réduite alors à quelques noyaux au coeur du Mexique historique, et de se lancer dans la lutte politique et électorale<sup>12</sup>. Cepen-

dant, le PDM n'est pas une simple réplique du mouvement sinarquiste. S'il lui emprunte l'essentiel de son idéologie nationaliste, anti-capitaliste et anti-libérale, favorable à la défense des petits propriétaires, à l'établissement d'un "ordre social chrétien", garant de la justice sociale, respectueux de la dignité humaine et du bien commun, le PDM, officiellement reconnu en 1979 avec la réforme politique a su adapter ses mots d'ordre et ses revendications à la conjoncture de crise. Le PDM dénonce l'absence de démocratie au sein du système politique mexicain, la dictature du PRI, la corruption, la détérioration du niveau de vie des couches populaires et revendique l'autonomie municipale. Bref, il s'inscrit au niveau des dénonciations, dans le mouvement d'opposition au PRI, et développe un "populisme de droite" au niveau de son projet de société, fortement marqué par le catholicisme social "intransigeant".

Le PDM a remporté ses premiers succès dans les bastions historiques du sinarquisme, c'est-à-dire dans les états de Guanajuato, San Luis Potosi, Michoacan, Queretaro et Jalisco, plus précisément dans les Altos.

Dans les Altos de Jalisco, ancienne région *cristera*, le sinarquisme n'avait jamais vraiment cessé d'exister; non pas que la présence de l'Union Nationale Sinarquiste y fût numériquement importante mais, dans cette région, plusieurs conditions semblaient réunies pour que se perpétue l'idéologie du mouvement. Tout d'abord une identité régionale qui s'est forgée en partie dans son opposition au "Centre" (l'Etat, le gouvernement, le PRI), notamment pendant la christiade et accentuée par l'isolement de la zone. Une structure agraire — dans les Altos, à l'exception du municipe de Lagos, la réforme agraire a peu pénétré — et un réseau semi-urbain dense donnent un poids sociologique important aux petits agriculteurs, aux petits commerçants et artisans des villes qui constituent la clientèle "naturelle" du mouvement. La très forte émigration vers les Etats-Unis, loin d'avoir été un élément perturbateur de la société locale, semble au contraire avoir contribué à sa reproduction. De retour au pays, les émigrés, le plus souvent, installent un petit commerce ou une petite entreprise agricole, et leur stratégie individualiste s'inscrit dans la tradition de la région. Enfin, la très grande religiosité des *alteños* et la forte présence de l'Eglise catholique jouent un rôle important. Cette dernière, restée conservatrice et dans une constante opposition larvée à l'Etat, a su maintenir son influence sur les populations, à travers de nombreuses associations de laïcs telles que la *Unión Nacional de Padres de Familia*, les *Caballeros de Colón*, et

surtout le mouvement des *cursillos de cristiandad*, créé en 1958, qui développe une tâche d'évangélisation (groupes de prières).

### *La victoire du PDM*

Dans ce contexte, il n'est guère étonnant que l'Union Nationale Sinarquiste locale ait fourni à Lagos les cadres du nouveau parti aux élections de 1982, notamment le candidat à la présidence municipale. Cependant, la très forte mobilisation populaire autour du PDM lui permettra d'élargir son recrutement à des leaders surgis de la base, à travers la militance "pedemiste"; aux élections de 1985, son candidat, locataire d'une échoppe dans le marché de Lagos, n'appartient pas à l'UNS.

Le discours et la mobilisation du PDM aussi bien dans les quartiers les plus récents de Lagos que dans les zones rurales lui valent une très forte audience dans les milieux populaires peu touchés par le PRI (petits exploitants, petits commerçants). Le parti a également bénéficié, semble-t-il, de l'appui de certaines grandes familles traditionnelles de Lagos qui ont vu dans le PDM le défenseur de leurs valeurs religieuses et "créoles". Par ailleurs, le mouvement a reçu l'appui à peine voilé de l'Eglise locale, formée de prêtres recrutés dans la région<sup>13</sup>.

Dans cette région où les institutions issues du système priiste sont depuis toujours en porte-à-faux ou mal acceptées par la société, c'est à la personnalité du candidat que celle-ci se réfère. Modeste, généreux, honnête, accessible à tous, bon père de famille (dix enfants) et chrétien militant (animateur de groupes de prière), ce propriétaire d'un petit atelier de chaussures représente l'idéal du mouvement. Sa personnalité, son origine sociale et son engagement politique dans le sinarquisme, qui ne l'a pas impliqué dans les querelles de la vie politique locale dominée par le PRI, expliquent sa très grande popularité.

Face au travail politique actif mené par le PDM dès sa reconnaissance en 1979, on trouve un PRI local divisé, qui se voit imposer par le gouverneur un candidat choisi en dehors des factions locales, que l'on peut difficilement identifier à des groupes économiques, mais plutôt à des clans regroupant certaines grandes familles et leur clientèle, en alliance avec des groupes plus corporatistes, comme celui des "professeurs", ou le syndicat de l'entreprise Nestlé. Eleveur à Lagos, mais né dans le municipe voisin d'Encarnacion de Diaz, ce qui constitue un handicap majeur, le candidat du PRI n'appartient

pas au monde politique local. Professionnel de l'agriculture, il mène une campagne "technique", face à un candidat dont le charisme ne cessera de croître pendant tout son mandat.

Dans quelle mesure l'interprétation de nombreux priistes, et notamment du candidat malheureux, selon laquelle ce n'est pas le PDM qui a gagné, mais le PRI qui a perdu, victime de ses dissensions, peut-elle être retenue? Cette analyse revient à présenter le vote PDM uniquement comme un vote négatif qui ne signifierait pas l'adhésion aux idées défendues par ce parti. Or, force est de constater qu'à Lagos, à la différence d'autres régions du Mexique, ce n'est pas le PAN —qui ici reste le parti des riches— mais le PDM qui a canalisé les mécontentements et l'opposition au PRI, à partir d'un travail militant qui rencontre très vite un écho dans la population. En outre, malgré le climat de très forte compétition électorale, les abstentions sont restées élevées aussi bien aux élections de 1982 que de 1985.

#### *La gestion municipale*

Il s'agissait, en premier lieu, pour le PDM de changer la forme de gouverner. Pour lui, le municipe est un poste de service et non pas de pouvoir, encore moins un moyen de s'enrichir. Cette gestion du "bien commun", notion très importante dans le mouvement sinarquiste, reprise dans le discours du PDM, suppose le dialogue avec tous les citoyens, sans distinction de classe. Et le président s'est félicité d'avoir maintenu ce dialogue pendant tout son mandat.

La première décision de la nouvelle municipalité, compte tenu de la situation politique locale, mais aussi des convictions municipalistes du PDM, a été d'appliquer, sans restriction, la réforme de l'article 115 pour affirmer son autonomie —un des thèmes forts du PDM— face à l'état de Jalisco et son opposition à la centralisation priiste. Lagos a donc été le seul municipe sur les 120 que comprend l'état de Jalisco à appliquer la réforme de l'impôt foncier. Il municipalise également les agents de la circulation, service qui était synonyme de corruption. La mesure a été prise après enquête auprès de la population. Une autre décision, prise aussi dans vingt autres municipes de l'état, a consisté à faire passer les services de l'eau potable sous contrôle municipal, en les faisant administrer par une commission *pro-agua* où sont présents tous les secteurs intéressés.

L'action et les priorités définies par l'équipe PDM reposent sur l'analyse que sa base est constituée par la

population modeste et pauvre—les dirigeants étant eux-mêmes de ce milieu — et que la municipalité se doit d'apporter beaucoup de "petites" solutions aux problèmes qui lui sont soumis, et non pas de réaliser de "grandes" oeuvres. Les priorités ont porté, en ville, sur l'amélioration de la voirie et du réseau d'eau potable, sur le développement de l'action culturelle et, dans les campagnes, sur la remise en état des écoles rurales. Compte tenu des faibles disponibilités municipales, l'équipe en place a cherché à promouvoir des solutions fondées sur la dynamique de la solidarité ("travailler ensemble"), en mobilisant les associations (*padres de familia, uniones de colonos, de usuarios*) dont elle a d'ailleurs suscité la formation. La municipalité fournit le matériel, l'encadrement technique et la population la main d'oeuvre. Elle a également mis en oeuvre, pour l'électrification de huit quartiers périphériques, un comité *pro-electricación* contrôlant la concurrence entre les entrepreneurs; les travaux ont été financés pour moitié par la municipalité et pour moitié par les habitants qui ont disposé d'un crédit à très faible taux d'intérêt.

Toute cette action a été fondée sur "le dialogue et la participation" et visait à répondre aux besoins des populations. Pour cela l'ancien maire avait établi un système d'audience, tous les lundis, où chacun venait exposer ses problèmes, parfois résolus avec ses propres deniers. Cette "administration populiste", sans programme, comme le dénoncent ses adversaires n'a, selon eux, été possible que parce que la réforme municipale s'était accompagnée d'une augmentation substantielle des budgets municipaux. Et le président, lui-même, reconnaît que le gouvernement de Jalisco a joué le jeu de la réforme et qu'il n'y a pas eu "d'ajustement" budgétaire contre un municipe considéré pourtant comme "rebelle". Parallèlement, une mobilisation intense a été maintenue à partir des 12 comités de quartiers, des comités d'usagers (création de coopératives d'épargne et de consommation), des organisations de femmes, des groupes de jeunes, comme si toutes ces associations, non partisans mais très liées à la mairie étaient destinées à déplacer l'encadrement classique du PRI. Le candidat aux élections de 1985 reconnaissait cependant que, dans une région aux faibles traditions communautaires, la participation avait été peu importante en dehors des moments de la lutte, et que le PDM avait dû se livrer à un travail militant permanent pour dynamiser ces structures. Tous ces comités se sont regroupés, pour les actions de plus grande envergure, dans des "fronts", tels que le "front contre la vie chère et la corruption", stra-

tégie qui ressemble plus dans son organisation et ses revendications à celle de la gauche qu'à celle de la droite, et qui fait apparaître toute l'ambiguïté du mouvement et le décalage entre le projet de société du Parti et l'action quotidienne.

L'exemple de Lagos, le plus grand centre urbain des Altos, quatrième ville de l'état, risquait de faire tache d'huile dans une zone où huit municipes étaient acquis à l'opposition. C'est pourquoi, selon la formule qui paraît se dessiner dans les conflits municipaux "une fois, mais pas deux", le PRI a été déclaré vainqueur aux élections de 1986, triomphe contesté, ici comme dans d'autres municipes de la région et du pays. A Lagos de Moreno, la contestation a débouché sur une impressionnante mobilisation, toutes classes confondues, mais qui a divisé la ville, pour empêcher les nouvelles autorités de s'installer à la mairie; l'armée a été requise pour déloger les occupants alors que les "élus" s'étaient installés dans les locaux du syndicat de la compagnie Nestlé: sans succès! Après trois mois de mobilisation, souvent violente, ce qui est contraire aux principes d'ordre et de non-violence défendus par le PDM, ce dernier a accepté, face au pourrissement de la situation, la nomination par le gouverneur d'une junte, dans laquelle le PDM n'a accepté aucune responsabilité mais sur laquelle il exerce une pression permanente (meetings devant la mairie en présence de l'ancien maire) pour empêcher les personnalités trop liées au PRI d'y siéger.

Aujourd'hui, le maire nommé, un ingénieur de Nestlé, jusqu'alors peu impliqué dans le jeu politique local, cherche à trouver à travers le discours de la compétence, de l'efficacité et de la qualité, une certaine légitimité, se présentant avant tout comme un administrateur qui gère la municipalité comme une entreprise. L'actuel maire s'efforce de mettre en place une gestion plus "froide", plus technique que la précédente, car s'il reconnaît que le populisme de son prédécesseur a été payant politiquement, il ajoute que "l'autonomie coûte cher", qu'il est trop onéreux de gérer un impôt foncier qui ne rapporte que 12 millions de pesos sur un budget de 500 millions. Il rappelle que les prix des services ont été sous-estimés par la municipalité PDM, obligée de s'endetter. Pour la nouvelle équipe une bonne gestion passe donc par l'informatisation des services municipaux, la formation du personnel et la réduction du nombre d'employés, jugés trop nombreux (500 actuellement). Cependant, compte tenu de la situation politique, elle a dû réintégrer une centaine d'employés PDM licenciés dans un premier temps. En fait, si l'actuelle

junte est encore prisonnière des réformes faites par la gestion PDM, elle les applique sans conviction, en attendant le moment propice pour les abandonner. On se trouve ainsi dans une situation paradoxale. C'est le maire PDM qui a appliqué avec "rage" ce qui est présenté comme la réforme majeure du sexennat, tandis que l'équipe PRI freine au maximum son application.

Des lignes qui précèdent nous ne prétendons tirer aucune leçon générale sur la nature des pouvoirs locaux dont l'affirmation a été rendue possible ces dernières années au Mexique. A partir des deux exemples décrits nous nous bornerons à émettre certaines observations. Les deux expériences municipales que nous avons présentées, chacune à sa façon, ont été teintées d'un certain paternalisme qui semble leur avoir conféré une légitimité aux yeux des populations. C'est ce qui les rapproche même si l'action des deux équipes reposait sur des bases différentes: elle était issue d'une conjoncture extraordinaire à Colima, d'une longue histoire locale et régionaliste à Lagos, amplifiée par la crise économique et politique.

Cette personnalisation du pouvoir municipal peut faire douter de l'irréversibilité des structures de participation ou plutôt de consultation mises en place entre 1982 et 1985. Il ne s'agit pas de faire des procès d'intention mais il convient de ne pas oublier l'ombre de la bureaucratie, du clientélisme et de l'électoratisme susceptibles de ressurgir à tout instant.

De fait, on offre à toute la population un lieu d'expression: la délégation rurale, le quartier, les consultations; les plus pauvres et les plus défavorisés utilisent ces nouveaux instruments beaucoup plus que les classes moyennes dont les pressions sont plus occultes et les intérêts différents. Dans ce sens, on peut affirmer que le pouvoir local, en l'occurrence le pouvoir municipal, est un élément important du maintien d'un certain consensus social, surtout en temps de crise. Les autorités ne s'y trompent pas. Mais il existe par ailleurs un fossé entre la connaissance des outils techniques de la décentralisation (réduite à un petit nombre d'experts et de responsables politiques) et la perception du local par les populations.

Enfin, il faut se demander si cette préoccupation pour les instances de pouvoir local correspond à une simple volonté d'améliorer le fonctionnement d'un secteur public si peu efficace pour aborder les difficultés du Mexique moderne qu'il représente aujourd'hui une véritable charge ou bien s'il s'agit d'une voie réelle de trans-

formation d'où pourraient surgir des idées novatrices que l'Etat n'est pas en mesure de proposer?

---

#### NOTES

1. Cf. A. Moreno Toscano, "Descentralización, México modelo a desarmar", in *El desafío mexicano*, México, Océano, 1952.
2. *Juntas de mejoras materiales*, organismes décentralisés, créés pour réaliser des travaux d'infrastructure dans les villes portuaires et frontalières.
3. Cf. A. Nette, "La tendance de coordination de la planification au Mexique: les COPLADES", document dactylographié, 10 pages, 1986.
4. Le nouvel élu représente l'appareil du syndicat des électriciens, engagé dans la mouvance de l'ancien maire de Manzanillo devenu gouverneur. Par rapport à son prédécesseur, il est perçu par l'opinion publique comme l'homme de cet appareil. Ce n'est d'ailleurs pas choquant; c'est un retour à la normale.
5. Le COPLADE tente de développer les activités productives sur la côte, réservant plutôt les programmes sociaux à l'intérieur de l'état. Il éprouve les plus grandes difficultés à mobiliser le secteur privé malgré diverses incitations. Sont prévus un projet d'industrialisation de la pêche, un frigorifique et une *maquiladora* électronique.
6. Voir les travaux de G. Bianchi, G. Fourt, D. Hiernaux, in Documents du CREDAL.
7. Plan Colima, 1983.
8. Commission de conurbation Manzanillo-Barra de Navidad, supprimée en 1986.
9. Ce fonds ne dépendra plus désormais de la seule vente du pétrole mais de la collecte de différents impôts fédéraux, ce qui devrait le rendre moins vulnérable aux aléas de l'exportation.
10. On peut trouver dans certains propos entendus une étrange inversion des rôles: "la municipalité (ou le parti) fait tout pour nous, il faut l'aider".
11. Cf. J. Meyer, *Le sinarquisme: un fascisme mexicain? 1937-1947*, Paris, Hachette, 1977.
12. Entretien avec l'ancien président municipal de Lagos de Moreno, aujourd'hui député local PDM et dirigeant national de l'Union Nationale Sinarquiste, juillet 1986.
13. Il convient d'insister sur un point: durant ces dix dernières années, l'Eglise a acquis au Mexique une présence politique visible en empruntant certes des voies différentes voire opposées, mais qui toutes se rejoignent dans la défense de la société civile face à l'Etat, et de l'individu face à l'autoritarisme étatique.

#### BIBLIOGRAPHIE

- 1985, *El municipio en México*. IV Coloquio de Antropología e Historia Regionales, El Colegio de Michoacán, México.
- 1985 - "Les ambiguïtés du pouvoir local", *Revue internationale d'action communautaire*, 13/53.
- 1986 - "Les pouvoirs locaux", *Les Annales de la Recherche Urbaine* (28), Dunod, Paris.
- FABREGAS A., 1986 - *La formación histórica de una región: los Altos de Jalisco*, SEP Cultura, México.
- GARRIDO L.J., 1984 - "El purgatorio del PRI", *Nexos* (80): 39-45.
- GUERRA F.X., 1985 - *Le Mexique: de l'Ancien Régime à la Révolution*, 2 tomes, Editions de l'Harmattan, Paris.
- MEYER J., 1977 - *Le sinarquisme: un fascisme mexicain? 1937-1947*, Hachette, Paris.
- MORENO TOSCANO A., 1982 - "Descentralización, México modelo a desarmar", in *El desafío mexicano*, Océano, México.
- PADUA J., A. VANNEPH et al., 1986 - *Poder local, poder regional*, El Colegio de México/CEMCA, México.
- RAMIREZ J.L., 1986 - *Los empresarios en Colima*, CUIS de Colima, document dactylographié.
- REYNAUD A., 1981 - *Société, espace et justice*, PUF, Paris.
- RIVAS MIRA A., 1986 - "La democracia emergente en el estado de Colima (1979-1984)", CUIS-U de C, Serie Avance de Investigaciones (4), Colima.

---

El contenido y forma de los artículos que aparecen en esta publicación, son responsabilidades de sus autores.

Le contenu et la forme des articles publiés dans cette revue, sont sous la responsabilité de leurs auteurs.